



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24480
24 août 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LA SITUATION EN SOMALIE

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 14 de la résolution 767 (1992), que le Conseil de sécurité a adoptée à l'unanimité le 27 juillet 1992.
2. Immédiatement après l'adoption de la résolution, j'en ai porté le contenu à l'attention des factions et mouvements somalis. J'ai également fait tenir une copie de la résolution au Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Abdou Diouf, Président du Sénégal, ainsi qu'aux secrétaires généraux de la Ligue des Etats arabes, de l'OUA et de l'Organisation de la Conférence islamique.
3. L'équipe technique qui a été constituée sous la direction de M. Peter Hansen, ancien Sous-Secrétaire général de l'ONU, s'est réunie à Nairobi le 4 août 1992 et s'est rendue en Somalie, où elle a séjourné du 6 au 15 août. Elle est allée à Bardera, Baidoa, Belet Wien, Kismayu, Galkaio, Garowe, Bossasso, Hargeisa, Burao et Berbera. Dans chacun de ces endroits, elle a rencontré des dirigeants et représentants des différents mouvements et factions somalis, ainsi que des Anciens. (Pour l'itinéraire et le programme de réunions de l'équipe, voir l'annexe I.)
4. Des membres de l'équipe se sont également rendus à Haddour et Dushareb, ainsi qu'à Mandera, Bulacao, Liboi et Diboi, de part et d'autre de la frontière entre la Somalie et le Kenya. On a pris des photographies aériennes de la zone frontalière.
5. Le 17 août, le chef de l'équipe a tenu des consultations avec les autorités kényennes sur les points les intéressant plus particulièrement.

6. A son retour à New York, le 21 août 1992, le chef de l'équipe m'a remis son rapport. On trouvera dans le présent document une description de l'action actuellement menée par l'ONU pour faire face à la situation humanitaire critique que connaît la Somalie, ainsi que mes recommandations concernant les nouvelles initiatives qu'il faudrait prendre immédiatement. Je présenterai ultérieurement de nouveaux rapports indiquant les mesures à prendre à moyen et long terme.

I. AIDE HUMANITAIRE

7. Dans mes précédents rapports au Conseil de sécurité, j'ai présenté de façon détaillée l'aide humanitaire dont avaient besoin les populations touchées en Somalie, en indiquant qu'il fallait prendre d'urgence des dispositions pour assurer la livraison et la distribution de secours dans tout le pays. Je rappellerai notamment le Plan d'action global interorganisations de 90 jours pour une aide humanitaire d'urgence à la Somalie qui était annexé à mon rapport du 21 avril 1992 (S/23829/Add.1).

8. Au cours de la période écoulée, les organismes des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont poursuivi l'exécution du Plan de 90 jours aux côtés des organisations non gouvernementales (ONG), et ont intensifié et élargi leurs activités humanitaires en Somalie. Depuis le 1er janvier, le Programme alimentaire mondial (PAM) a livré 36 500 tonnes de denrées alimentaires en Somalie, principalement à Mogadishu. Le PAM est prêt à livrer immédiatement 30 000 tonnes de plus et prévoit de livrer les 85 000 tonnes supplémentaires demandées au cours du dernier appel lancé au titre du Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique dès que les conditions voulues auront été instaurées et que les donateurs auront répondu. Depuis le début de l'année également, le CICR a livré 83 000 tonnes de denrées alimentaires, qui ont été distribuées dans différentes régions de la Somalie, et notamment à Mogadishu. Il s'apprête à livrer 70 000 tonnes de plus au cours des cinq prochains mois. Des donateurs bilatéraux, dont l'Arabie saoudite et la France, ont également expédié des denrées alimentaires et autres secours.

9. Depuis mars, un pont aérien organisé conjointement par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a permis d'acheminer plus de 1 300 tonnes d'alimentation complémentaire et de fournitures médicales de Nairobi à Mogadishu, Kismayu, Boroma et Baidoa. Ce pont aérien se poursuit à raison de deux vols par jour. Depuis le mois de juillet, l'UNICEF fait fonctionner 8 centres de santé maternelle et infantile à Mogadishu et appuie 17 autres centres à Mogadishu, 2 à Kismayu, 1 à Baidoa et 7 dans le nord de la Somalie, en leur fournissant des médicaments et du matériel notamment. L'UNICEF a également livré du matériel médical et du combustible à des hôpitaux et à des antennes médicales à Kismayu, Mogadishu, Hargeisa et Boroma. L'usage de dispensaires mobiles a permis d'aider 19 postes sanitaires situés dans des villages du centre et du sud, ainsi que 22 camps de personnes déplacées à Kismayu et 68 à Mogadishu. Des programmes de vaccination ont également été entrepris.

/...

10. Bien qu'elle ne soit pas présente en Somalie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a continué d'appuyer les ONG et les associations d'assistance mutuelle en leur fournissant des trousseaux médico-sanitaires d'urgence, du matériel et des médicaments. L'OMS a évalué à 250 000 dollars par mois la valeur moyenne des fournitures médicales qu'elle a livrées à la Somalie au cours des cinq derniers mois.
11. Ces efforts restent cependant notoirement insuffisants par rapport aux besoins globaux du peuple somali. Selon les dernières estimations, qui risquent d'être en dessous de la réalité, ce sont 4,5 millions de Somalis qui ont désespérément besoin d'une aide alimentaire et d'autres formes d'assistance. Les décès et les cas de famine sont extrêmement répandus, en particulier dans le centre et le sud. Le manque de vivres est l'une des principales raisons des mouvements de population massifs auxquels on assiste actuellement en direction du Kenya, de l'Ethiopie et de Djibouti.
12. Les Nations Unies et leurs partenaires sont prêts et ont les moyens de fournir une assistance beaucoup plus importante mais, jusqu'à présent, ils n'ont pu le faire en raison de l'absence totale d'ordre et de sécurité dans toute la Somalie et souvent à Mogadishu même. Des bandes fortement armées s'emparent des centres d'acheminement et de distribution et pillent les fournitures directement dans les navires à quai ainsi que dans les aéroports et sur les terrains d'aviation. J'ai déjà signalé au Conseil de sécurité le pillage d'aliments à haute teneur en protéines et de médicaments qui avait eu lieu à l'aéroport de Mogadishu. Plus récemment, le 16 août, au moment où l'équipe technique se trouvait en Somalie, des bandes armées ont pillé la première grosse livraison expédiée par le PAM à Kismayu ainsi que la totalité de l'envoi de carburant diesel indispensable au transport de la nourriture jusqu'aux centres de distribution. L'absence actuelle de sécurité ne permet pas de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire transportée par des moyens terrestres et est donc la principale cause de la crise alimentaire présente en Somalie.
13. Cette crise est aggravée par la sécheresse qui sévit dans le sud et par le fait que les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ont été ravagés par la guerre civile. Du point de vue de l'offre alimentaire, la situation en Somalie continuera à être grave pendant tout l'avenir prévisible. En 1992, la récolte de céréales sera maigre en raison de l'insuffisance des précipitations, de l'absence de sécurité et de l'effondrement des infrastructures et des marchés. Il faudra vraisemblablement importer en Somalie plus de 500 000 tonnes de denrées alimentaires pendant la période allant de juillet 1992 à juin 1993. L'aide alimentaire distribuée gratuitement ou vendue sur les marchés devra répondre à la plupart de ces besoins.
14. C'est aussi en raison de la guerre que l'on peut qualifier au mieux de rudimentaires les quelques infrastructures qui demeurent en Somalie dans le domaine de la santé. Sur les 15 hôpitaux qui sont encore partiellement en mesure de fonctionner, la plupart n'ont ni eau, ni électricité, ni médicaments. La situation sanitaire se détériore à un rythme alarmant et les soins de santé primaires sont pratiquement inexistantes. Les maladies sont aggravées par la malnutrition et la faim.

15. Devant toutes ces difficultés, je suis parvenu à la conclusion qu'il est nécessaire de renforcer considérablement les opérations actuelles du pont aérien (qui sont déjà effectuées par le PAM et l'UNICEF ainsi que par le CICR). L'équipe technique a recommandé que dans l'avenir immédiat les opérations du pont aérien soient axées vers les zones qui en ont le plus besoin et qui sont situées essentiellement en Somalie centrale et en Somalie méridionale, l'attention devant se porter en priorité sur Baidoa, Hoddur, Bardera et Belet Wien.

16. Jusqu'à ce que l'on puisse garantir la sécurité dans le port de Berbera et sur les routes qui en partent, il pourrait aussi être nécessaire d'effectuer à partir de Djibouti un pont aérien spécial pour le transport d'articles non alimentaires et de denrées alimentaires de complément à destination des villes du nord-ouest telles que Hargeisa, Burao, Las Anod et Borama, où on estime à 350 000 personnes vulnérables environ, celles qui ont été déplacées ou qui sont revenues de camps d'Ethiopie. Une détérioration de la situation alimentaire générale est imminente dans ces régions septentrionales, par suite de l'énorme diminution des têtes de bétail, dont 75 % ont été décimés. A moins que l'on ne puisse arrêter ce phénomène, les agriculteurs et éleveurs, entièrement démunis, vont fuir vers les villes qui verront arriver une nouvelle vague de personnes affamées. Il faut donc d'urgence fournir une aide sur le plan vétérinaire.

17. La communauté internationale a montré qu'elle souhaitait vivement participer à un pont aérien d'urgence. Les offres immédiates d'assistance reçues des gouvernements de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis et de la France sont très encourageantes. Cependant, il importe de coordonner soigneusement ces efforts de secours pour être certain qu'il n'y a pas de doubles emplois, que les denrées alimentaires et les autres articles de secours atteignent ceux qui en ont le plus besoin et que les dispositions voulues sont prises sur le terrain pour en garantir la distribution effective et pour assurer, là où cela est nécessaire, la sécurité appropriée. Etant donné le rôle général, les capacités et l'expérience du PAM dans le domaine de l'aide alimentaire et de sa logistique, je lui ai demandé de coordonner à l'intérieur du système des Nations Unies les initiatives prises actuellement dans le cadre du pont aérien. Son bureau régional de logistique à Nairobi fera fonction de point central à cet égard. Il organisera le pont aérien, en liaison étroite avec tous ceux qui y contribuent ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies compétents et les organisations non gouvernementales.

18. Tous ceux qui prêtent leur concours sont priés de faire part au Bureau régional de logistique de leurs offres d'aéronefs, de denrées alimentaires ou de secours non alimentaires, que cette aide doive être mise à la disposition des organismes opérationnels des Nations Unies, des organisations non gouvernementales ou du CICR ou être acheminée sur le plan bilatéral. Le Bureau régional de logistique fournira tous les conseils et directives nécessaires sur les capacités d'accueil des terrains d'aviation, sur les dispositions à prendre pour la remise et la distribution des secours, et sur les questions de sécurité connexes. En ce qui concerne les offres de nourriture, les donateurs sont priés de fournir des denrées alimentaires de base peu coûteuses afin de minimiser les pillages et les troubles civils.

/...

19. Le Bureau régional de logistique travaillera en étroite coopération avec le Coordonnateur de l'aide humanitaire à la Somalie, M. David Bassiouni, qui, sous la direction de mon représentant spécial, continuera d'avoir la responsabilité générale de la coordination et, plus particulièrement, de l'identification des besoins concrets, des zones à desservir en priorité par le pont aérien et de toutes les questions concernant la distribution de l'assistance. Il coopérera étroitement avec le Commandant de la composante militaire de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM) pour toutes les questions concernant la protection des opérations de secours en Somalie.

20. Je tiens à réaffirmer que le problème critique auquel se heurtent les Nations Unies dans leur action humanitaire en Somalie est de savoir comment assurer la sécurité des secours à tous les stades, c'est-à-dire à ceux de la livraison, du stockage et de la distribution. Il faut également souligner qu'en dépit de son importance capitale, le pont aérien ne peut pas remplacer un programme efficace d'acheminement sur place de l'assistance par les ports et par les routes de Somalie, avec le Pam continuant de se charger au premier chef de la logistique et du transport des denrées alimentaires. Mais, pour cela, la condition sine qua non est l'adoption de mesures de sécurité et de dispositions sur le terrain efficaces.

21. Tout en axant au stade actuel l'essentiel de leurs efforts sur les problèmes posés par les secours d'urgence et l'adoption des mesures de sécurité correspondantes, les Nations Unies continueront de s'employer à mettre en oeuvre le programme humanitaire d'ensemble pour la Somalie dont il est fait état dans l'appel global interorganisations que j'ai lancé et actualisé le 15 juillet 1992. Les problèmes intimement liés qui se posent tout au long de l'opération, depuis la fourniture des secours jusqu'aux activités de relèvement et de développement, sont précisés dans le rapport de l'équipe technique et feront l'objet de rapports supplémentaires.

II. ETABLISSEMENT DE "ZONES PREVENTIVES"

22. La guerre civile, l'insécurité et la famine entraînent des déplacements massifs de population et sont à l'origine de flux de réfugiés. Il faut essayer de les arrêter par un programme de secours d'urgence. La situation est particulièrement grave le long de la frontière avec le Kenya, où se trouvent 280 000 réfugiés somalis environ et où l'on assiste quotidiennement à l'arrivée de 2 000 personnes supplémentaires. Le concept de "zone préventive" qui apparaît dans l'appel interorganisations, actualisé au 15 juillet 1992, doit être concrétisé immédiatement et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est prêt à prendre la direction des activités en ce domaine. Au cours de la première phase de ce programme, on mettra sur pied une opération visant à acheminer des denrées alimentaires et des semences depuis le Kenya jusqu'à une "zone préventive" du côté somali de la frontière, dans la région de Gedo. Ce programme vise à réduire sensiblement les mouvements transfrontières des populations à la recherche de nourriture. Il contribuera aussi à faire diminuer les tensions dont on constate actuellement la montée dans la zone frontalière.

/...

III. SECURITE ET SURVEILLANCE DU CESSEZ-LE-FEU

23. Comme je l'ai fait remarquer au paragraphe 20 ci-dessus, le problème qui se pose aujourd'hui en Somalie n'est pas celui de l'acheminement des secours humanitaires jusqu'aux ports et aéroports du pays (bien que, de temps à autre, cela puisse être dangereux), mais celui de la protection des convois qui transportent les secours des ports ou aéroports jusqu'aux entrepôts et centres de distribution, ainsi que la protection de ces entrepôts et centres. L'équipe technique a confirmé ma recommandation antérieure, à savoir que cette protection devrait être assurée par le personnel de sécurité des Nations Unies selon les modalités décrites aux paragraphes 27 à 29 de mon rapport du 21 avril 1992 (S/23829).

24. En ce qui concerne Mogadishu, cette recommandation a été acceptée, en principe, par le Conseil de sécurité au paragraphe 4 de sa résolution 751 (1992). A la suite de consultations qu'il a tenues avec les deux parties à Mogadishu, conformément au paragraphe 8 des accords signés les 27 et 28 mars 1992 (S/23829, annexe I), mon représentant spécial a obtenu, le 12 août 1992, qu'elles acceptent qu'une force de sécurité de 500 hommes soit déployée le plus rapidement possible à Mogadishu (S/24451). Le Gouvernement pakistanais a consenti à fournir un contingent à cette fin et le Gouvernement des Etats-Unis a accepté d'en assurer le transport aérien jusqu'à Mogadishu. Il faut espérer que ce contingent pourra être déployé au tout début de septembre. Je suis convaincu que cela est essentiel pour améliorer l'efficacité des initiatives humanitaires en cours à Mogadishu et dans les environs immédiats.

25. L'équipe technique a amené les intéressés à accepter le déploiement d'unités de sécurité analogues dans deux autres régions du pays. La première serait stationnée à Bossasso dans le nord-est et, comme le contingent déployé à Mogadishu, elle assurerait la sécurité dans le port, escorterait les convois de secours jusqu'aux centres de distribution et protégerait les centres pendant les opérations de distribution. La deuxième serait déployée à l'intérieur du pays, dans le sud-ouest, et, sous réserve de l'assentiment du Gouvernement kényen, serait stationnée à Mandera, du côté kényen de la frontière, à quelque 470 kilomètres au nord-ouest de Mogadishu. Cette unité aurait pour tâche d'escorter les convois de secours du Kenya jusqu'à la "zone préventive" en train d'être établie le long du côté somali de la frontière, dans la région de Gedo, comme indiqué au paragraphe 22 ci-dessus.

26. Je pense qu'il faudrait déployer des unités de sécurité des Nations Unies à des fins de protection dans deux autres endroits, à savoir Berbera, dans le nord-ouest, et Kismayu, dans le sud-est. L'accord des intéressés n'a pas encore été obtenu, mais j'ai chargé mon représentant spécial d'accorder la plus haute priorité à la conclusion des consultations qu'il tient sur ce point.

27. L'équipe technique a également examiné la possibilité d'étendre les activités d'instauration d'un cessez-le-feu actuellement menées par l'ONUSOM à Mogadishu à d'autres régions du pays. A la suite des consultations dont j'ai rendu compte au paragraphe 19 de mon rapport du 22 juillet 1992 (S/24343),

/...

l'opération de déploiement des 50 observateurs militaires autorisés pour Mogadishu s'est achevée le 23 juillet 1992. Entre-temps, ces observateurs ont pu jouer un rôle non négligeable en aidant les deux parties à maintenir le cessez-le-feu. Après un certain nombre de réunions préliminaires entre le Chef du Groupe d'observateurs militaires et ses homologues militaires des deux parties, l'ONUSOM a pu convoquer le 2 août 1992 la première réunion d'une commission mixte de surveillance du cessez-le-feu présidée par le Chef du Groupe d'observateurs militaires. Les observateurs militaires effectuent des patrouilles dans certains secteurs de Mogadishu, notamment dans le port et à l'aéroport. Des entretiens se poursuivent pour obtenir qu'on leur accorde la liberté de mouvement qui doit leur permettre d'effectuer des patrouilles dans tous les secteurs de la ville. Du point de vue sécurité, la situation à Mogadishu demeure néanmoins précaire. Le 4 août, des combats acharnés ont eu lieu dans le secteur Medina/Wagajir de la ville. L'ONUSOM a pu amener les parties à accepter un cessez-le-feu et, depuis, n'a épargné aucun effort pour prévenir une reprise des hostilités.

28. En ce qui concerne la surveillance du cessez-le-feu dans les autres régions du pays, l'équipe technique s'est penchée en particulier sur la possibilité de déployer des observateurs militaires le long du secteur méridional de la frontière entre le Kenya et la Somalie. Toutefois, plusieurs dirigeants de la région se sont préoccupés des incidences que pourrait avoir une telle opération pour l'équilibre des forces militaires dans le pays. Devant cette attitude, l'absence d'un cessez-le-feu efficace et la fluidité des combats, je ne pense pas qu'il soit actuellement possible de déployer des observateurs militaires chargés de surveiller le cessez-le-feu à l'extérieur de Mogadishu. Dans les conditions actuelles, la sécurité d'observateurs militaires non armés serait, de toute façon, gravement compromise.

29. J'ai donc chargé mon représentant spécial de m'informer dès que, à son avis, les conditions seront propices au déploiement effectif, en toute sécurité, d'observateurs militaires chargés de surveiller les cessez-le-feu qui pourront être négociés dans diverses régions en dehors de Mogadishu.

IV. ETABLISSEMENT DE QUATRE QUARTIERS GENERAUX DE ZONE

30. On se rappellera que, dans mon rapport du 22 juillet 1992 (S/24343, par. 56 et suiv.), je recommandais que l'ONUSOM établisse quatre zones opérationnelles qui permettraient à l'Organisation d'être présente dans toutes les régions du pays et d'adopter une approche novatrice et globale intégrant, dans un cadre général unique, des programmes humanitaires de secours et de relèvement, la cessation des hostilités et la sécurité, le processus de paix et la réconciliation nationale.

31. L'équipe technique a confirmé la validité de cette recommandation. Je recommande donc que les quatre quartiers généraux de zone soient mis en place dès que possible. Chaque quartier général sera dirigé par un civil qui aidera mon représentant spécial à s'acquitter de tous les aspects des tâches qui lui ont été confiées. On compte qu'à ce stade, le noyau de chaque quartier général, comprenant un directeur de zone et le personnel administratif

/...

nécessaire, sera mis en place, des éléments supplémentaires venant s'y ajouter à mesure que l'Organisation des Nations Unies entreprendra d'autres activités au titre des programmes humanitaires, du cessez-le-feu, de la sécurité et de la réconciliation nationale.

V. OBSERVATIONS

32. La Somalie pose un problème particulièrement épineux pour l'Organisation des Nations Unies, qui doit trouver le moyen de répondre aux besoins énormes et urgents d'une population en proie à un désespoir croissant devant les ravages de la faim, l'absence d'administration nationale, la destruction presque totale de l'infrastructure de base et les conditions d'insécurité extrême. Le présent rapport a exposé des mesures urgentes, qui sont envisagées ou déjà en voie d'application, visant à atténuer la famine frappant les régions les plus gravement touchées par les troubles internes et la sécheresse, et à empêcher qu'elle ne gagne d'autres parties du pays. L'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie est singulièrement difficile en raison du cercle vicieux de l'insécurité et de la faim : l'absence de sécurité empêche l'arrivée des vivres, tandis que la disette contribue sensiblement à accroître la violence et l'insécurité.

33. Ce qu'il faut accomplir dans l'immédiat, c'est briser ce cercle vicieux. Il est donc indispensable de mettre en place un programme global d'action portant sur les secours humanitaires, la cessation des hostilités, la réduction de la violence organisée et non organisée et la réconciliation nationale. Les mesures à prendre pour parvenir à la nécessaire amélioration des conditions de sécurité doivent être globales et multiformes. Il faudra veiller à démobiliser les forces régulières et irrégulières et à rétablir l'ordre public, au début à l'échelon local. Toute une gamme d'intervention de soutien sera requise pour aider à reconstituer les forces de police locales : formation, uniformes, communications et matériel divers, ainsi que services consultatifs. Cependant, cette assistance de l'ONU devra dépendre de la mise en place des conditions voulues pour assurer la neutralité de ces forces : accord de toutes les autorités locales pertinentes quant à la nécessité d'une force de police locale unie et à une structure de commandement neutre, recrutement fondé sur des critères objectifs et surveillance extérieure.

34. Je persiste à croire que "l'échange de vivres contre des armes" pourrait constituer un élément important de l'effort visant à améliorer les conditions de sécurité par un programme de désarmement et de démobilisation. L'équipe technique a toutefois estimé qu'à ce stade, il était douteux qu'un tel programme ait à lui seul une efficacité générale. Dans les circonstances actuelles, les Somalis considèrent que les armes constituent un moyen de garantir non seulement leur sécurité personnelle, mais aussi leur survie.

35. Le programme d'action devra également inclure des programmes d'enseignement et de formation professionnelle qui ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi. Il doit essentiellement viser à fournir à la population de réelles possibilités de survie autres que la possession d'armes. Il convient d'envisager pareillement la réintégration des milices dans une société normale.

/...

36. Un principe fondamental devrait guider toutes les activités des Nations Unies en Somalie, à savoir que c'est aux Somalis eux-mêmes qu'il appartiendra progressivement de mettre en place les conditions et les dispositifs voulus pour distribuer l'aide humanitaire. Ainsi, le renforcement du rôle de l'ONU pour ce qui est d'assurer l'accès, le transport et la distribution des fournitures de secours doit aller de pair avec un effort visant à impliquer pleinement les entités somaliennes dans tous les aspects de ce processus. Il est important que les Somalis soient à même de comprendre qu'il est dans leur intérêt d'oeuvrer avec la communauté internationale, plutôt que d'obliger celle-ci à prendre sans eux des initiatives de son propre chef. Le fait est que la communauté internationale ne saurait rester inactive et assister passivement aux pertes inutiles de vies humaines en Somalie.

37. Nombre des mesures exposées et recommandées dans le présent rapport peuvent être prises dans le cadre des textes en vigueur. Il sera toutefois nécessaire que le Conseil de sécurité autorise le renforcement des effectifs de l'ONUSOM que j'ai recommandé. Je ferai distribuer dès que possible un additif au présent rapport indiquant les prévisions de dépenses préliminaires à cet égard. Celles-ci portent sur la mise en place des quatre quartiers généraux de zone de l'ONUSOM et sur le déploiement des quatre unités de sécurité supplémentaires, chacune dotée d'un effectif allant jusqu'à 750 hommes, tous grades confondus. Les deux premières couvriront Bossasso et le sud-ouest, où les intéressés ont déjà donné leur accord. Les autres seront déployées à Berbera et Kismayo dès que les consultations avec les personnes concernées auront abouti. L'effectif total du personnel de sécurité des Nations Unies que j'envisage actuellement de déployer en Somalie se chiffre donc à 3 500 hommes, tous grades confondus, y compris l'unité de 500 hommes qui a déjà été autorisée pour Mogadishu et qui occupera son poste très prochainement.

/...

Annexe

EQUIPE TECHNIQUE DE L'ONU EN SOMALIE : ITINERAIRE
ET PROGRAMME DES ENTREVUES

Mogadishu : 6 août 1992

L'équipe s'est entretenue avec les membres du gouvernement intérimaire ci-après :

1. Ali Mahdi, Président par intérim
2. M. Aweys, Ministre auprès de la présidence
3. Général Mohammed Abdi, commandant des forces gouvernementales

et avec les personnalités suivantes du Congrès somali uni (USC) :

1. Général Mohamad Farah Aidid, commandant des forces de l'USC
2. Abdel-Karim Ali Ahmad, Secrétaire général de l'USC
3. Pr Issa

Bardera : 7 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Général Mohamad Farah Aidid, commandant des forces de l'USC
2. Colonel Omar Jess, Président du Mouvement patriotique somali (SPM)
3. Mohamad Abdi Warsame, Président du Mouvement national du sud de la Somalie (SSNM)
4. Mohamad Nur Aliyu, Président du Mouvement démocratique somali (SDM)

Baidoa : 7 août 1992

L'équipe s'est entretenue avec le Gouverneur et d'autres personnalités locales.

Belet Wien : 8 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Hassan Abdalle Qalad, Gouverneur régional
2. Ahmed Hagi Habibulah, assistant du Gouverneur régional
3. Mohamad Dado, commissaire de district
4. Mohamad Ahmed Hubero, commandant pour la sécurité régionale
5. Omar Arte-Abdi, commissaire de police

/...

Kismayu : 9 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Ahmed Hoshe, commandant, SPM
2. Représentants de l'USC, du SSNM et du SDM à Kismayu
3. Ahmed Jimale Geech, commandant de l'Armée de libération de la Somalie (SLA), Kismayu

Galkaio/Garowe : 10 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Abdulahi Yusuf Ahmed, Président du Comité de l'état d'urgence
2. Colonel Said Mohamed Salah, commandant local des forces du Front démocratique de salut de la Somalie (SSDF)
3. Anciens de la localité

Bossasso : 11 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Général Mohamad Abshir Musa, Président du SSDF
2. M. Bogor Abdulahi Bogor Muse, chef de l'administration régionale
3. Général Abdulahi Yousef, commandant des forces du SSDF
4. Général Osman S. Samanutar

Hargeisa/Burao : 12 août 1992

L'équipe s'est entretenue avec les personnalités suivantes :

1. Abdurahman Ahmad Ali "Toor", Président du Mouvement national somali (SNM)
2. Ahmad Mohamad, Ministre des affaires étrangères du SNM
3. Ahmad Mohamad Silanyo, ancien Président du SNM, actuellement chef du Habr Toljaalo, Burao

Berbera : 13 août 1992

L'équipe a rencontré les personnalités suivantes :

1. Ibrahim Hussein, commandant des forces de Berbera et chef de mouvement
2. Musa Hirsi, chef des Anciens
3. Abdilahi Abdi Muse, chef des activités de relèvement
4. Osman Hassan, Comité des Anciens et de l'administration.
